

Conférence des présidents des parlements de l'UE Tallinn, 23-24 avril 2018

Procès-verbal

La conférence des présidents des parlements de l'Union européenne a eu lieu les 23-24 avril 2018 au centre de conférences du Hilton Tallinn Park Hotel.

Comme le demande la tradition, la réunion de la troïka (Slovaquie, Estonie, Autriche et Parlement européen) s'est tenue avant la réunion plénière. La troïka présidentielle a discuté des amendements au projet de conclusions et s'est mise d'accord sur le texte de compromis, qui a été discuté et adopté lors de la deuxième journée de la conférence.

Le présent procès-verbal contient un bref aperçu des discours et des interventions principaux. Les textes intégraux de nombre de discours principaux, ainsi que les enregistrements vidéo de l'intégralité de la conférence sont disponibles sur le [site web](#) de la dimension parlementaire de la présidence estonienne du Conseil de l'UE.

Session d'ouverture

M. **Eiki NESTOR**, président du Riigikogu, a accueilli les participants à Tallinn et a prononcé un [discours](#) sur l'importance de l'UE et de l'OTAN pour un petit pays tel que l'Estonie. M. NESTOR a expliqué qu'après la restauration de l'indépendance nationale en 1991, les Estoniens savaient qu'afin d'être libre et de prospérer, l'Estonie devait s'intégrer avec ses amis et ses alliés autant que possible. M. NESTOR a décrit quelques uns des accomplissements de l'Estonie dans le domaine des services électroniques et du gouvernement en ligne. Après avoir partagé certains idées sur l'avenir de l'UE et sur la sécurité et la défense européenne, M. NESTOR a conclu en disant que la liberté ne peut jamais être tenue pour acquise, et que les pays européens doivent continuer à travailler ensemble afin de protéger leurs valeurs et leur mode de vie.

Dans son [discours](#), M. **Antonio TAJANI**, président du Parlement européen, a présenté une série de débats sur l'avenir de l'UE, qui ont été lancés par le Parlement européen. M. TAJANI espère faire participer au débat sur l'avenir de l'UE autant d'acteurs politiques européens que possible, et il a appelé à une coopération interparlementaire plus étroite. Selon M. TAJANI, un des plus grands défis auxquels l'UE est confrontée est posé par la migration, et il a également soulevé l'idée d'un véritable «plan Marshall» pour l'Afrique, qui devrait être élaboré et mis en œuvre. Pour ce qui est de la défense européenne, M. TAJANI a souligné la nécessité de développer une industrie et un marché européen qui tirent parti des économies d'échelle et permettent une plus grande interopérabilité. M. TAJANI a conclu son intervention en appelant ses collègues à joindre les forces afin d'assurer que le plus grand nombre possible de personnes soient en mesure d'exprimer leur vote lors des prochaines élections européennes.

Session I: L'avenir de l'UE

Les trois conférenciers principaux de la première session sur l'avenir de l'UE étaient M. **Marek KUCHCINSKI**, maréchal du Sejm de la République de Pologne, M. **Andrej DANKO**, président du Conseil

national de la République slovaque, et M. **Francois de RUGY**, président de l'Assemblée nationale française.

M. **KUCHCINSKI**, maréchal du Sejm de la République de Pologne, a commencé par dire que l'objectif primordial de l'UE devrait être le renouvellement démocratique de l'Union, en ajoutant que si les Polonais voient les aspects positifs que leur apporte l'appartenance à l'UE, ils reconnaissent également la nécessité de réformes et ont mis en évidence des domaines où l'UE pourrait faire mieux. M. KUCHCINSKI a affirmé que l'UE, ainsi que les principes de subsidiarité et de proportionnalité, doivent être fermement ancrés dans la réalité politique des États membres, et il a appelé à renforcer le rôle des parlements nationaux dans l'Union. Selon M. KUCHCINSKI, il existe une pénurie avérée de démocratie dans l'UE, qui est fondamentalement une union d'États souverains. Il a mis l'accent sur l'importance des valeurs communes, ainsi que sur la protection des identités nationales et sur un retour aux racines chrétiennes de l'Europe.

M. **DANKO**, président du Conseil national de la République slovaque, a commencé son discours en affirmant que seul un dialogue sincère et ouvert aiderait l'UE à progresser. Selon M. DANKO, le dialogue politique n'est pas tenu seulement par les partis politiques, mais aussi par les médias et les réseaux sociaux, qui ont une influence importante sur les débats. M. DANKO a noté qu'il est important de ne pas oublier les leçons que l'Europe a apprises dans le passé, en ajoutant que les avantages de la liberté ne devraient pas être tenus pour acquis. Il a affirmé en outre que le retrait d'un pays de l'UE est un précédent extraordinaire, et que la cohésion de l'UE est déterminée par des pratiques déloyales telles que le recours à deux niveaux de qualité en termes de produits alimentaires sur le marché européen. M. DANKO estime que l'UE devrait travailler ensemble, et qu'elle se porte mieux lorsqu'elle a des leaders charismatiques, qui peuvent faire d'elle un partenaire égal face à des pays tels que les États-Unis et la Chine.

Selon M. **de RUGY**, président de l'Assemblée nationale française, l'Europe représente un héritage culturel et historique, mais elle est également tournée vers l'avenir. Les pays de l'UE ne peuvent pas construire un avenir commun s'ils ne sont pas d'accord sur les valeurs qui les unissent. Pour M. de RUGY, la souveraineté nationale et celle de l'UE sont complémentaires, et l'UE est le seul moyen pour les pays européens d'éviter la marginalisation dans le monde. Le temps où les pays européens pouvaient bénéficier des avantages de la paix, tout en diminuant leurs dépenses militaires, est terminé. M. de RUGY a affirmé que l'UE devrait être capable de protéger ses intérêts, mais aussi de travailler ensemble avec d'autres pays du monde. Les discussions sur l'avenir de l'UE sous différents formats sont importantes, et chaque pays devrait être capable de décider de la vitesse d'intégration appropriée dans son propre cas. Les efforts numériques et la politique d'asile sont des exemples des questions dans lesquelles l'Europe devrait rester unie.

Les discours principaux ont été suivis de 25 interventions.

Mme **Maria Elisabetta ALBERTI CASELLATI**, présidente du Sénat italien, a évoqué les mots d'Alcide De Gasperi sur une maison européenne commune, et elle a félicité l'UE d'avoir apporté en Europe la plus longue période de paix. Les défis géopolitiques et le changement climatique sont des questions qui doivent être réglées au niveau de l'UE, tout en respectant les principes de subsidiarité et de proportionnalité. La gestion des frontières européennes est une tâche commune pour les États membres de l'UE; des solutions efficaces et la solidarité interne et externe sont essentielles sur cette question.

M. **Demetrios SYLLOURIS**, président de la chambre des représentants de Chypre, a exprimé son espoir que le débat sur l'avenir de l'Europe servirait de preuve de la détermination des parlementaires à faire des efforts pour créer une Europe sûre et prospère pour ses citoyens. La sécurité est devenue le défi majeur que l'UE devrait relever; l'élimination du déficit démocratique devrait également figurer parmi les priorités de l'UE.

Selon Mme **Maja GOJKOVIĆ**, présidente de l'Assemblée nationale de Serbie, les défis nombreux auxquels l'UE fait face témoignent de la nécessité croissante d'un dialogue ouvert, de la coopération et de la solidarité. La Serbie participe à la recherche des solutions aux problèmes communs et s'engage à apporter une contribution importante à l'UE. L'élargissement est une des politiques les plus réussies de l'UE, et bien que certaines mesures et les réformes associées soient difficiles, elles servent les intérêts des citoyens serbes. Pour la Serbie, il était important de se voir accorder un calendrier précis pour l'adhésion à l'UE en 2025.

M. **Pío GARCÍA-ESCUDERO**, président du Sénat d'Espagne, a commencé par dire que l'histoire a appris aux européens que bâtir des murs et s'isoler causent des problèmes graves. Tous les acteurs et les partis qui sont contre l'unité nationale de l'Espagne, notamment ceux qui appellent à l'indépendance de la Catalogne, portent atteinte au fondement même de la constitution espagnole et à la tradition de l'état de droit. Une action légale est engagée à l'encontre des personnes qui s'engagent dans de telles activités; l'atteinte à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'état de droit constitue un défi pour toute l'Europe.

Selon M. **Milan BRGLEZ**, président de l'Assemblée nationale de Slovénie, l'UE n'a toujours pas entièrement résolu la crise identitaire dans laquelle elle s'est retrouvée il y a une décennie. Alors que l'UE s'occupait de sauver la zone euro, elle a oublié son objectif essentiel d'assurer une vie digne à ses citoyens. L'UE ne devrait pas se contenter de bonnes paroles à propos de ses valeurs fondamentales. L'UE devrait passer du plan à l'action, l'accent étant mis sur les personnes réelles, et créer une Europe sociale et plus compétitive.

Mme **Ana Maria PASTOR**, présidente du Congrès des députés d'Espagne, a affirmé que l'Espagne a connu une modernisation importante et une augmentation de la prospérité depuis son adhésion à l'UE en 1982. L'UE a été à la hauteur de ses responsabilités quand l'unité de l'Espagne a été attaquée par l'appel à l'indépendance de la Catalogne. Ces actions devraient servir de leçon à tous les pays européens pour montrer à quel point il est important de respecter l'état de droit et la constitution. La jeunesse attend que les responsables politiques apportent des solutions pour régler les problèmes tels que le chômage et la sécurité.

Selon M. **Calin POPESCU-TARICEANU**, président du Sénat de Roumanie, l'Europe fait face à des défis divers et sans précédent, et le Brexit est l'un d'entre eux. L'UE a besoin de continuer à protéger ses valeurs fondamentales, et l'Union est véritablement le meilleur instrument commun dont nous disposons. La Roumanie souhaite jouer un rôle positif dans l'avenir de l'UE, y compris par sa présidence du Conseil de l'UE en 2019. Une Europe à plusieurs vitesses pourrait amplifier les différences entre les États membres; l'UE devrait plutôt faire davantage pour l'égalité.

M. **Alojz KOVŠČA**, président du Conseil national de Slovénie, a affirmé que l'UE est à un tournant historique, et qu'une Europe à plusieurs vitesses avec une forte dépendance à l'égard des coalitions des pays volontaires créerait une inégalité et nuirait à l'UE et à ses valeurs. Il faut faire davantage pour les pays de transit, ainsi que les pays d'origine des migrants – la question de la migration nécessite une réponse commune de la part de l'UE.

M. **Ivan BRAJOVIĆ**, président du parlement du Monténégro, a commencé son intervention en déclarant que quelles que soient la structure et la forme futures de l'UE, les Balkans occidentaux et le Monténégro en feraient partie. Le parcours d'adhésion à l'UE est un processus encourageant. Le Monténégro souhaite contribuer à un avenir meilleur et a accompli des progrès importants malgré les moments tragiques qu'il a traversés. L'UE devrait répondre positivement aux pays dont les citoyens soutiennent dans les élections les hommes politiques pro-européens, n'autoriser aucun raccourci et admettre tous les pays qui sont prêts à l'adhésion.

Mme **Maria Edera SPADONI**, vice-présidente de la Chambre des députés d'Italie, estime que les citoyens de l'UE sont de plus en plus détachés de l'Union et la perçoivent comme centrée sur elle-même et incapable de répondre à leurs besoins. Il est nécessaire d'entretenir plus de contacts avec les citoyens, et de ne laisser aucun État, aucun groupe social et aucun individu en arrière. La croissance et l'emploi sont importants, plus d'efforts de l'UE devraient être financés à partir du budget européen. La législation et les règles européennes doivent être créées par un processus qui implique directement les citoyens. Les parlements nationaux peuvent et doivent jouer un rôle plus actif et maintenir un dialogue avec le Parlement européen et la Commission.

Mme **Ankie BROEKERS-KNOL**, présidente du Sénat des Pays-Bas, a fait remarquer que deux ans après le référendum sur le Brexit, on ne peut que se demander sur ce qui a déclenché un tel résultat, et a rappelé que depuis lors, le lien franco-allemand s'est renforcé. Mme BROEKERS-KNOL a appelé les dirigeants de la France et de l'Allemagne à faire activement participer d'autres leaders et a encouragé les États membres à jouer un rôle actif dans les questions plus larges en matière de l'UE. Les Pays-Bas estiment que les 27 ne devraient pas garder tous les dépenses au niveau actuel, et le pays n'est pas non plus en faveur d'une imposition au niveau de l'UE. La solidarité bénéficie à tous les citoyens de l'UE, et la transparence dans la prise de décisions est essentielle.

Mme **Claudette BUTTIGIEG**, vice-présidente de la Chambre des représentants de Malte, a affirmé que les sentiments anti-UE sont évidents parmi les Européens, mais que les citoyens ne devraient pas en être tenus pour responsables, car c'est la responsabilité des hommes politiques d'expliquer les questions liées à l'UE. L'ampleur et les répercussions du Brexit seront véritablement sans précédent. Certaines personnes disent que l'UE fait trop, d'autres sont mécontents qu'elle ne fasse pas assez. Les hommes politiques sont chargés d'aider les citoyens à participer à tous les débats, et à utiliser leur pouvoir pour changer la donne au niveau de l'UE.

Mme **Paula RISIKKO**, présidente de l'Eduskunta, s'est identifiée comme étant une euro-optimiste et a affirmé que même si l'Union n'est pas parfaite, elle est en constante amélioration. Le débat sur l'avenir de l'UE est important, mais les questions essentielles telles que la sécurité, l'emploi et la prospérité sont la préoccupation principale des citoyens. Les choix auxquels ils font face sont plus fondamentaux que le fait d'être pro- ou anti-européen. Les problèmes ne doivent pas tous être réglés au niveau européen. Il est important de parler des questions réelles telles que l'inégalité et la migration.

M. **Gordan JANDROKOVIĆ**, président du parlement de Croatie, a commencé son intervention par dire que la Croatie fêtera bientôt le 5^e anniversaire de son adhésion à l'UE, et qu'il y a eu de nombreuses discussions sur ce que l'appartenance à l'Union a apporté à la Croatie. L'objectif commun devrait être que les citoyens ne soient pas opposés ou indifférents à l'UE, mais qu'ils participent activement à son développement. Le principe d'égalité de traitement est important; l'élargissement de l'UE devrait être considéré comme un investissement dans l'UE et dans la stabilité en Europe.

M. **László KÖVÉR**, président de l'Assemblée nationale de Hongrie, a fait allusion aux intervenants précédents, qui ont parlé de l'idée d'États membres forts, et il a déclaré que les pays du groupe de Visegrád aimeraient que la coopération européenne se fasse entre États-nations. Il est important de renforcer la surveillance dans les questions juridiques de l'UE, de permettre aux parlements d'utiliser les «cartons rouges» (comme un mécanisme de contrôle de la subsidiarité), et de comprendre l'importance de l'unité familiale. L'UE doit reprendre le contrôle de ses frontières extérieures et traiter tous les pays selon leurs mérites.

Mme **Olga ZRIHEN**, vice-présidente du Sénat de Belgique, a rappelé aux délégués qu'il reste 13 mois aux responsables politiques européens pour être à la hauteur de la confiance accordée par les citoyens de l'UE. Il existe des défis économiques, mais la situation générale est bonne, et il est important de ne pas oublier les choses positives que l'UE offre aux États membres. Les jeunes sont ceux qui construisent l'avenir de l'Europe, il faut leur proposer des perspectives nouvelles et différentes, car ils sont *nés* Européens, tandis que la majorité de la génération actuelle des responsables politiques sont *devenus* Européens.

Selon M. **Nikolaos VOUTSIS**, président du parlement hellénique, la crise précédente avait révélé quelques échecs de l'UE, et le renforcement de la nature sociale de l'UE est une chose que tous les pays de la partie sud de l'Union soutiennent. Le Socle européen des droits sociaux est crucial; les pactes sociaux doivent prendre en considération les différences entre les économies européennes. Le rôle du Parlement européen et des parlements nationaux doit être renforcé.

M. **Jorge LACÃO**, vice-président de l'Assemblée de la République du Portugal, a commencé par dire que 10 ans se sont écoulés depuis le traité de Lisbonne, symbole d'une UE plus forte, qui a joué un rôle déterminant pour surmonter plusieurs défis. Il est nécessaire de réaliser davantage, et cela exige le courage de prendre des décisions et de trouver des instruments nécessaires pour les mettre en œuvre. L'Europe a besoin d'actions communes, de moyens accrus et d'une meilleure distribution. La contribution au CFP est cruciale: l'UE est une union économique et monétaire, mais également une union de valeurs communes.

M. **Wolfgang SCHÄUBLE**, président du Bundestag (Allemagne), a abordé la question de la subsidiarité en disant que dans le monde globalisé, certaines choses peuvent être faites par les États-nations, mais si l'Europe ne veut pas devenir insignifiante, elle a besoin d'institutions paneuropéennes. Nous devons décider quelles questions peuvent être mieux réglées par les institutions, et lesquelles peuvent être traitées par les gouvernements nationaux, mais le fait de donner un rôle immense aux parlements nationaux n'aidera pas à améliorer la prise de décisions de l'UE. La différenciation dans la vitesse et l'intensité de l'intégration ne devrait pas être critiquée, pourvu qu'elle n'exclue personne et que tous les pays soient invités à participer.

M. **Michael MÜLLER**, président du Bundesrat (Allemagne), s'est réjoui d'être venu en Estonie et d'avoir profité de l'occasion de s'informer sur ce pays numérique. Il est important de penser au monde dans lequel certains emplois disparaîtront, de nouveaux emplois verront le jour, et où la stratégie numérique aura un impact sur la vie, la sécurité sociale et les soins de santé. Le fait d'être en Estonie est un bon rappel du fait que la paix et la liberté ne sont pas gratuites et nécessitent d'être défendues. Pour l'UE, le retour aux structures politiques nationales serait un pas en arrière; l'Union peut réaliser un grand nombre d'objectifs si les nations travaillent ensemble.

Selon M. **Gérard LARCHER**, président du Sénat français, l'UE a besoin d'une nouvelle base pour gérer les nouveaux défis. L'objectif de la Déclaration de Rome était de créer une union politique. Il est important de trouver une valeur ajoutée dans l'UE, et de ne pas oublier les valeurs des fondateurs de l'UE. La croissance économique et la jeunesse sont des priorités majeures; la révision des traités ne serait pas utile. Il n'existe qu'une seule Europe: la création de catégories différentes d'États membres ou le fait de laisser quelqu'un en arrière ne serait pas juste. Le Parlement européen et les parlements nationaux doivent coopérer davantage.

M. **Stanisław KARCZEWSKI**, maréchal du Sejm polonais, a affirmé que chaque État membre souhaite que l'UE soit forte, mais que les États membres ont des définitions différentes de cette force. Pour M. KARCZEWSKI, une UE forte et agile n'est pas celle où les institutions européennes ont les plus larges pouvoirs et où les États membres sont traités comme des provinces. Les gouvernements nationaux ont un mandat démocratique plus fort que les institutions de l'UE. La Pologne s'oppose fermement à une Europe à plusieurs vitesses et estime que l'UE devrait servir les États membres, et non pas être leur supérieur hiérarchique.

M. **Mars DI BARTOLOMEO**, président de la Chambre des Députés du Luxembourg, s'est félicité du fait que les présidents discutent des valeurs sur lesquelles se basent les activités politiques de l'UE. Mais cela montre également qu'il existe des raisons pour s'inquiéter, car il semble que les valeurs ne soient pas les mêmes dans tous les États membres de l'UE. Il est important de ne pas laisser les institutions de l'UE devenir un chaos. Nous devons prendre une décision claire quant à savoir si l'UE est toujours unie dans ses principales valeurs ou si les États membres établissent leurs propres valeurs comme ils l'entendent.

Selon Mme **Ayşe Nur BAHÇEKAPILI**, vice-présidente de la Grande assemblée nationale de Turquie, la Turquie contribue aux solutions de nombre de problèmes auxquels l'UE fait face, la migration et la sécurité étant deux exemples. La Turquie est déterminée à rejoindre l'UE, mais il existe des obstacles artificiels qui l'empêchent. L'UE a besoin que la Turquie soit une puissance globale, et le fait de soutenir les Balkans occidentaux est en conformité avec l'effort de soutenir l'intégration des Balkans dans les institutions euro-atlantiques. La Turquie croit dans les valeurs de l'UE et fait partie de l'Europe; il n'est pas juste de classer les pays candidats à l'adhésion en différentes catégories.

Mme **Tsveta KARAYANCHEVA**, présidente de l'Assemblée nationale de Bulgarie, a rappelé à ses collègues que la Bulgarie assure actuellement la présidence du Conseil de l'UE, et que le pays a fêté le 10^e anniversaire de son adhésion à l'UE l'année dernière. La Bulgarie voit clairement une valeur ajoutée dans son appartenance à l'UE et souhaite rendre cette valeur plus prononcée et tangible pour tous les États membres, qu'ils soient vieux ou nouveaux. Dans le contexte du Brexit, il faut renforcer l'intégration: cela aiderait l'UE à se développer sur un plan horizontal. L'intégration européenne serait incomplète sans l'accueil des Balkans occidentaux dans l'Union. La protection de la frontière extérieure et la sécurité devraient être reflétées dans le CFP post 2020, les politiques de cohésion devraient être poursuivies.

Session II: Sécurité et défense européenne

Le président du Riigikogu, M. Eiki NESTOR, a ouvert la session et a présenté les conférenciers: Mme **Ināra MŪRNIECE**, présidente de la Saeima de la République de Lettonie, M. **Wolfgang SCHÄUBLE**, président du Bundestag allemand, et M. **Wolfgang SOBOTKA**, président du Conseil national autrichien.

Mme **Ināra MŪRNIECE**, présidente de la Saeima de la République de Lettonie, a commencé par dire que pendant la présidence estonienne, des progrès significatifs ont été accomplis pour créer une architecture de défense européenne. Cependant, un nouveau niveau d'ambition est nécessaire, car les crises aux frontières de l'Europe nous obligent à agir pour protéger nos sociétés. Mme MŪRNIECE a indiqué que la Lettonie, son pays, salue l'approfondissement de la coopération en matière de défense dans l'UE et le lancement de la coopération structurée permanente (CSP), qui viendra compléter l'OTAN. La CSP est un grand pas en avant et il faut maintenant des résultats pratiques. Dans le cadre de la CSP, la Lettonie voit une valeur particulière dans les projets de mobilité militaire, et la coopération dans le domaine de l'industrie de la défense comporte de nombreux avantages. Quant à la cyberdéfense et aux menaces hybrides, elle s'est félicitée du fait que la coopération pratique UE-OTAN progresse, et a indiqué qu'une coopération toujours accrue est nécessaire pour s'adapter à l'ère numérique. Mme MŪRNIECE a évoqué les questions de l'avenir de la politique de défense de l'UE, ainsi que la nécessité d'une activité accrue en matière de communication stratégique. Elle a souligné que la CSP est importante, et que même si les citoyens européens soutiennent la coopération de l'UE en matière de défense, il est nécessaire de passer à la pratique.

M. **Wolfgang SCHÄUBLE**, président du Bundestag allemand, a souligné que la sécurité collective et la politique étrangère et de sécurité commune doivent faire face aux nouvelles menaces du monde globalisé. En Europe, il est entendu que nous devons prendre plus de responsabilité pour notre propre sécurité; c'est également une des priorités majeures pour les citoyens de l'UE. Malgré cela, les institutions communautaires de l'UE sont relativement impuissantes et il y a peu d'enthousiasme pour partager la souveraineté nationale. M. SCHÄUBLE a exprimé sa conviction personnelle qu'une armée européenne est nécessaire. Dans la politique de sécurité et de défense européenne, il existe une grande distance entre ce qui est nécessaire et ce qui est faisable, mais de grands progrès ont été faits. Il faut renforcer le rôle des parlements nationaux dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, et le Bundestag allemand cherche actuellement à obtenir davantage de droit à l'information dans ce domaine. La coopération intensifiée entre les parlements nationaux de l'UE et la modification des réglementations concernées peut aider à assurer une implication parlementaire suffisante dans la politique de sécurité et de défense. Il est indispensable de préciser le type de missions pour lequel nous souhaitons utiliser nos forces armées, et de définir les intérêts, les priorités et les stratégies communs. M. SCHÄUBLE a terminé son discours en évoquant les histoires uniques et la diversité des pays européens, mais a mis l'accent sur l'importance de faire des compromis et d'apprendre à réfléchir ensemble.

M. **Wolfgang SOBOTKA**, président du Conseil national autrichien, a souligné que la sécurité et la défense européennes sont une des questions majeures pour lesquelles il nous faut plus d'Europe, car de nouvelles menaces sont apparues, et l'Europe a besoin d'assumer plus de responsabilité pour sa propre sécurité. La sécurité doit être considérée de manière complète, et l'Europe a besoin de moyens pour protéger ses frontières extérieures et pour assurer la stabilité et la sécurité dans son voisinage. La sécurité est un élément essentiel dans le renforcement de la confiance des citoyens dans l'UE. La lutte contre le terrorisme a montré comment la solidarité européenne dans les questions de sécurité peut fonctionner en pratique, mais des mesures sont nécessaires afin de combattre le financement des activités des terroristes et de contrer leur propagande. Des mesures doivent être prises au niveau national; le parlement autrichien a adopté un paquet de sécurité global. Les dangers des cyberattaques, des campagnes ciblées d'information et de désinformation et des messages haineux sur les médias sociaux doivent également être notés. La protection des frontières extérieures de l'UE est cruciale pour contrer la migration irrégulière en direction de l'Europe; un cadre pour la migration, à l'épreuve des crises, doit être créé grâce à

l'augmentation du nombre d'actions communes. Afin d'assurer la paix et la sécurité dans le voisinage de l'Europe, il faut renforcer la coopération en matière de gestion des crises civiles et militaires. L'UE a la responsabilité de consolider la stabilité dans les Balkans occidentaux et de faire des progrès dans le rapprochement de la région avec l'UE. Cela peut être fait, entre autres, en intensifiant les échanges au niveau parlementaire.

Après les discours, **M. Eiki NESTOR**, président du Riigikogu, a ouvert le débat de cette session. Il y a eu 18 interventions.

Mme **Ankie BROEKERS-KNOL**, présidente du Sénat des Pays-Bas, a mentionné les nouveaux défis de la guerre hybride et les mesures phares pour renforcer la coopération en matière de défense. Elle a également souligné l'importance de l'engagement de l'UE dans les pays des Balkans occidentaux. La question de la migration est un défi qui ne pourra être géré par aucun des États membres de l'UE à lui seul. Les conclusions du sommet UE-Afrique, qui a eu lieu en novembre 2017, devraient se traduire par des actions concrètes.

M. **Steingrímur J. SIGFUSSON**, président de l'Althing islandais, a exprimé sa gratitude au nom des présidents des parlements des pays de l'AELE pour la possibilité de participer à ce débat. Nous sommes tous des nations européennes et nous voulons contribuer à la paix, à la prospérité et à la stabilité. Le Royaume-Uni est un partenaire commercial important pour les pays de l'AELE, et les négociations sur le Brexit devraient s'achever avec succès.

Mme **Maria Edera SPADONI**, vice-présidente de la Chambre des députés de la République d'Italie, estime qu'il faut lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée, mais que l'accent devrait être mis sur la prévention et les politiques sociales. L'UE devrait poursuivre la promotion des droits et des libertés fondamentales, et toute renonciation à ces droits ne peut être que temporaire, proportionnelle et limitée aux situations de menace imminente. Dans la lutte contre le terrorisme, il faudrait, en priorité, une meilleure coordination au niveau européen entre les communautés du renseignement, et nous devons approuver les propositions tendant à combattre les possibilités d'autofinancement des organisations criminelles.

M. **Jorge LACÃO**, vice-président de l'Assemblée de la République du Portugal, a admis qu'il existe plusieurs défis globaux et de nouvelles menaces. Une réponse commune aux problèmes communs est nécessaire. Il a indiqué que les parlements doivent jouer un rôle majeur dans la sécurité. Le Portugal a modifié sa législation sur l'évaluation et le suivi afin d'accorder au parlement de nouvelles compétences pour surveiller la CSP. Le développement de la défense et de la sécurité européennes ne devrait pas être fait au détriment des autres dimensions.

Mme **Ayşe Nur BAHÇEKAPILI**, vice-présidente de la Grande assemblée de la République de Turquie, a affirmé que son pays suit étroitement les contributions de l'Europe dans la sécurité et la défense, et que ces dernières doivent être complémentaires à l'OTAN. La Turquie fait partie intégrante de la sécurité européenne, et son rôle ne devrait pas être oublié. Parmi les priorités pour la Turquie figurent la stabilité, le développement durable et la paix dans les Balkans, et tous les pays de la région devraient être soutenus dans leurs aspirations d'adhésion aux institutions européennes et euro-atlantiques.

M. **Gordan JANDROKOVIĆ**, président du parlement de la République de Croatie, a évoqué la complexité de l'environnement sécuritaire et les nouveaux défis. La Croatie salue la création de la CSP, qui doit établir les principes d'inclusion, de solidarité et de complémentarité par rapport à l'OTAN. Il est également

important de protéger les frontières extérieures de l'UE. Il a également mis l'accent sur l'importance de l'Europe du Sud-Est pour la sécurité européenne.

M. **Lindsay HOYLE**, vice-président de la Chambre des communes du Royaume-Uni et président de sa commission des voies et moyens, a exprimé sa gratitude aux membres de l'UE pour leur soutien pendant l'agression russe. Il a souligné la nécessité de continuer à assurer que nous soyons au premier rang dans la lutte contre les cybermenaces, ainsi que contre les menaces physiques. Il a fait valoir qu'il faut lutter contre le terrorisme ensemble et partager les connaissances et l'information. Il a également mentionné le rôle de l'OTAN et la nécessité de légiférer sur les médias sociaux.

M. **Milan BRGLEZ**, président de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, a affirmé qu'une politique étrangère et de sécurité commune de l'UE devrait être concentrée, utiliser les avantages clés de l'UE et être basée sur les valeurs européennes sous-jacentes. Il a souligné que quand l'UE ou ses États membres effectuent des actions pour contrer les menaces extérieures, ils doivent respecter les règles strictes du droit international. Dans un environnement sécuritaire modifié, nous devons également repenser les notions de la sécurité elle-même. Selon lui, nous devons d'abord et avant tout agir de manière préventive. En nous attaquant aux menaces contemporaines, nous devons préserver l'équilibre délicat entre la sécurité et la liberté. Le contrôle exercé par les parlements nationaux joue un rôle particulièrement important.

M. **Alojz KOVŠCA**, président du Conseil national de la République de Slovénie, a indiqué dans le contexte du cadre financier pluriannuel que des ressources beaucoup plus importantes devront être octroyées à la défense mutuelle. Dans un premier temps, il faut trouver le moyen de préserver le niveau des ressources prévues pour la politique de cohésion. Il a également reconnu l'importance de la stabilité dans les Balkans occidentaux. Ces pays doivent remplir les conditions d'adhésion, mais l'UE devrait faire davantage pour encourager les réformes et s'engager plus activement.

Selon M. **Stanisław KARCZEWSKI**, maréchal du Sejm de la République de Pologne, l'UE peut et devrait être la structure qui renforce la sécurité de notre continent commun. Cependant, dans le contexte de la CSP, il ne faut pas oublier que les décisions sur les capacités devraient être prises au sein des structures militaires de l'OTAN. Le rôle du Fonds européen de la défense devrait également être clairement défini. Les États membres doivent coordonner leurs efforts afin de combattre la propagande russe.

M. **Milan ŠTĚCH**, président du Sénat de la République Tchèque, a évoqué les débats politiques dans son pays et les activités militaires et les opérations que mène la République Tchèque partout dans le monde. Il a affirmé que les priorités de la République Tchèque concernant la coopération entre l'UE et l'OTAN sont l'approfondissement de la coopération dans la lutte contre les menaces hybrides, la coordination des exercices, la coopération sur le renforcement des capacités de défense, la lutte contre les problèmes migratoires, la facilitation de la mobilité transfrontalière du matériel et du personnel militaire, ainsi que la coopération des services de renseignement. Il a également mentionné le Brexit, la CSP et les médias sociaux en tant qu'armes.

Selon M. **Gérard LARCHER**, président du Sénat de la République française, les Européens souhaitent plus de sécurité de la part de l'UE. Afin de combattre le terrorisme islamiste, nous devons développer des systèmes d'échange d'informations efficaces, renforcer Europol et Eurojust et lutter contre la radicalisation. Il a également évoqué les questions liées aux médias sociaux, la situation dans les prisons et la nécessité d'enseigner les valeurs européennes dans les écoles. Nous devons protéger nos frontières extérieures de manière plus efficace. Il a également abordé la nécessité d'une approche coordonnée et

globale de l'Afrique et de la sécurité extérieure de l'Europe. Il a donné un aperçu des activités et des opérations militaires de la France. Il a souligné que la défense européenne ne devrait pas faire double emploi avec l'OTAN. En outre, il a évoqué les capacités de renseignement, la cybersécurité, le renforcement de l'espace Schengen et la coopération future avec le Royaume-Uni.

M. **Viktoras PRANCKIETIS**, président du Seimas de la République de Lituanie, a abordé les défis communs auxquels font face les pays européens et a mentionné la centrale nucléaire non sûre en cours de construction en Biélorussie. Il a appelé à la solidarité dans la défense collective, dans la mobilité militaire et dans la sécurité énergétique. Il a indiqué que nous devons résoudre les problèmes dans les pays d'origine et qu'il faut toujours agir pour le bien de nos citoyens.

Selon M. **Nikolaos VOUTSIS**, président du parlement hellénique, l'Europe doit rester une puissance globale attachée à la paix et à la sécurité. La Grèce soutient les efforts pour renforcer l'autonomie de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense, mais il faut relever les défis dans le plein respect des valeurs. Il a également évoqué la CSP, les Nations Unies, les coups portés au processus de paix dans le Moyen-Orient et la coopération entre l'UE et l'OTAN. Il a souligné que c'est une erreur d'établir un lien entre les flux des réfugiés et le terrorisme et a également mis l'accent sur la nécessité de résoudre la question chypriote.

M. **Boguslaw Marian LIBERADZKI**, vice-président du Parlement européen, a affirmé que la sécurité et la défense européennes visent à protéger les personnes, à défendre l'Union et à l'aider à jouer un rôle global. Un changement radical est survenu dans l'environnement sécuritaire, et nous devons travailler sur nos capacités, qui devraient être complémentaires à celles de l'OTAN. Le Parlement européen a fermement soutenu les développements récents dans la défense européenne. Il a également évoqué le Fonds européen de la défense, la cybersécurité et le cadre financier pluriannuel.

M. **Talat XHAFERI**, président de l'Assemblée de l'ex-république yougoslave de Macédoine, a admis que ces dernières années, la situation sécuritaire en Europe et au-delà a constitué un défi considérable pour l'UE et pour les États qui aspirent à devenir ses membres. L'OTAN est également de la plus haute importance. Il a parlé de l'aspiration de son pays à adhérer à l'OTAN et de sa contribution active dans la sécurité de notre continent. Les défis sécuritaires ont un impact négatif sur la stabilité des principes et des valeurs européens, et nous devrions faire attention à ces développements négatifs.

Mme **Ayşe Nur BAHÇEKAPILI**, vice-présidente de la Grande assemblée de la République de Turquie, a souhaité commenter la terminologie utilisée pendant le débat. Elle a affirmé que les organisations terroristes ne devraient pas avoir de religion, ni de nationalité. Le fait d'imposer au terrorisme l'étiquette de l'islam entraînerait la marginalisation. Elle a utilisé l'exemple de son pays, la Turquie: un pays majoritairement musulman au premier rang de la lutte contre Daech.

Lord **McFall of Alcuith**, premier président adjoint de la chambre des Lords du Royaume-Uni, a exprimé son espoir que l'esprit de coopération et d'amitié entre le Royaume-Uni et l'UE continuera. Un Brexit réussi ne peut se bâtir que sur des fondations durables. La nécessité d'une relation positive et coopérative avec l'Europe est importante dans le monde globalisé, qui est de plus en plus interdépendant.

Discussion et adoption des conclusions

Le dernier point de l'ordre du jour était le débat et l'adoption des conclusions. M. **NESTOR** a remercié ses collègues pour tous les amendements et propositions aux conclusions de la présidence. Le texte initial a été préparé par la présidence, et la majorité des amendements ont été acceptés.

Pendant la discussion finale, M. **KUCHCINSKI** de la délégation polonaise a proposé d'ajouter au texte une référence au christianisme. Cette proposition a été soutenue par les délégations hongroise et lituanienne. Mme **KARAYANCHEVA** de la délégation bulgare a proposé d'ajouter un autre segment sur la migration et les frontières extérieures de l'UE. M. **NESTOR** a été d'accord avec de nombreuses délégations qui se sont prononcées contre l'acceptation de quelconques nouveaux amendements, et a pris la décision de garder la version finale des [conclusions de la présidence](#), comme convenu précédemment par la grande majorité des délégations.

Observations finales

Dans ses observations finales, M. **NESTOR** a remercié tous les participants pour avoir assisté à la conférence et pour leur participation active au débat. M. **Reinhard TODT**, président du Conseil fédéral autrichien, a invité les délégués à la prochaine conférence des présidents des parlements de l'UE, qui aura lieu à Vienne les 8-9 avril 2019. Comme le veut la tradition, la conférence des présidents des parlements de l'UE sera précédée par la conférence des secrétaires généraux, qui aura lieu également à Vienne les 27-28 janvier 2019.